

Conclusion

Enseignements et perspectives de recherche

Marc PILON, Démographe (IRD), Burkina Faso

Etienne GERARD, Sociologue(IRD), Maroc

Yacouba YARO Démographe (UIERD), Burkina Faso

Pendant longtemps, les intervenants (nationaux et internationaux) dans le domaine de l'éducation ont été convaincus que le fait d'agir sur l'offre scolaire suffirait à entraîner la demande. Ce n'est que récemment, principalement depuis la fin des années 1980, et pour une large part en raison des préoccupations face à la persistance de la faible scolarisation des filles (perçue comme handicap majeur au processus de développement), que s'est manifesté un intérêt croissant pour l'étude des facteurs influant sur la demande d'éducation.

Les économistes, à qui a été empruntée cette notion de demande d'éducation, ont été les premiers à s'y intéresser dans le cadre des développements de la théorie micro-économique, s'appuyant essentiellement sur le modèle d'investissement en capital humain. Ces approches ont mis en avant l'existence d'une certaine « rationalité » économique dans les pratiques éducatives des familles. Mais les modèles, de type individualiste aussi bien que familial, sont contrariés par des hypothèses fortes (souvent inadaptées au contexte), et restent d'une portée limitée en raison de la seule prise en compte d'une logique économique et de facteurs quantifiables.

Depuis quelques années, des démographes manifestent un intérêt croissant pour l'étude de la demande d'éducation. D'une part, les pratiques scolaires des familles apparaissent en partie déterminées par des facteurs d'ordre démographique, à travers la taille et la structure des ménages. D'autre part, les sources de données démographiques existantes – recensements et enquêtes – présentent des potentialités importantes d'analyse des facteurs de la scolarisation, mais longtemps ignorées. Les résultats déjà obtenus attestent de la pertinence de la démarche, en fournissant des éclairages statistiques à la fois nouveaux et précieux qui font souvent défaut aux seules approches qualitatives. Cette démarche doit donc être poursuivie et approfondie, mais tout en ayant conscience de ses limites : il s'agit essentiellement d'analyses secondaires de sources de données n'ayant pas pour objet d'étude premier la scolarisation (manquent ainsi des variables importantes) ; ensuite, les données, de nature transversale, ne permettent pas de prendre en compte la dimension dynamique, temporelle, des pratiques sociales de scolarisation.

L'un des apports majeurs de la sociologie de l'éducation en Afrique tient dans la mise en lumière du caractère multidimensionnel et évolutif de la « demande ». Par delà l'effet réel des contraintes objectives (disponibilité d'une offre scolaire, ressources financières des familles), l'étude de la demande d'éducation renvoie à des réalités particulièrement complexes. Un point essentiel mis en avant par la sociologie, tient au fait qu'elle est en partie indépendante de l'offre scolaire (qui du reste se diversifie, à l'aune de la fragmentation de l'espace scolaire), qu'elle déborde le cadre strictement éducatif : elle est largement déterminée par des dynamiques sociales ou, plus justement, par les rapports entre espace scolaire et espace social. Compromis entre contraintes et besoins, la scolarisation ne répond pas seulement à des logiques économiques, ses finalités peuvent sortir du seul champ éducatif. S'avère alors indispensable l'étude des représentations du fait scolaire, des modes d'appropriation du capital scolaire (dont les légitimités varient), du niveau d'institutionnalisation de l'école, des rapports plus généraux aux savoirs (qui sont aussi des rapports aux -et de- pouvoirs).

De là l'intérêt et la nécessité de centrer davantage études et analyses sur le champ social, d'apprécier la demande et ses déterminants d'un point de vue contextuel, particulier, et de manière comparative. C'est à cette seule condition que l'on peut, *in fine*, apprécier l'incidence réelle des différentes variables sur la scolarisation et voir si, précisément, elles sont contextuelles et conjoncturelles ou structurelles.

La revue générale de la littérature et les différentes synthèses nationales contenues dans cet ouvrage apportent des éléments en ce sens.

Elles témoignent en premier lieu de la complexité des pratiques familiales de scolarisation, de la diversité des facteurs qui les déterminent : la taille et la composition démographique des familles ; les modes de production et les types de besoin en main-d'œuvre enfantine ; le niveau d'instruction des parents ; la religion ; le statut et les rôles assignés aux enfants selon leur sexe ; les pratiques de transmission des savoirs et d'héritage ; les logiques de reproduction sociale ; les représentations et attentes vis-à-vis de l'école ; les conditions de vie (et les effets propres à la crise économique, à la pauvreté) ; etc. Selon les contextes sociaux, historiques, économiques et politiques, tous ces facteurs peuvent agir différemment, et selon des agencements variables.

La taille et la structure démographique des ménages de résidence des enfants influent de manière différenciée sur la scolarisation. Contrairement à ce qui est observé dans d'autres régions du monde, en Afrique la taille des ménages apparaît influencer positivement sur le niveau de scolarisation : la proportion d'enfants scolarisés augmenterait avec la taille du ménage. Si cette liaison opère notamment pour les filles avec la prise en compte du nombre des femmes adultes présentes, la présence de tous jeunes enfants semble freiner leur mise à l'école ; les effets sont variés et complexes. A

travers ces résultats, c'est en fait la relation entre scolarisation et pratique des enfants confiés qui est posée, et par delà la relation entre école et travail des enfants –notamment au niveau des besoins familiaux en main-d'œuvre infantine. En effet, le travail des enfants peut être requis à des fins domestiques, productives et/ou commerciales, selon une intensité et des modalités qui varient aussi en fonction de la composition démographique des ménages à un moment donné et qui implique différemment les enfants selon leur sexe et leur statut familial.

Certains facteurs semblent agir sur la mise à l'école de manière quasi universelle, par delà les pays et les cultures. Tel est le cas du niveau d'instruction des parents, du chef de ménage, qui agit toujours positivement ou négativement sur la scolarisation, selon que celui-ci a ou n'a pas bénéficié d'une formation scolaire ; à cette différence près que le niveau d'instruction n'est pas forcément discriminant : les pères non-instruits scolarisent parfois autant leurs enfants, voire plus, que les pères instruits - ce qui montre bien que ce qui est en jeu c'est le statut accordé au savoir (scolaire en l'occurrence) par les individus. Il en est de même avec l'appartenance aux religions catholique et protestante, tandis que l'islam apparaît entretenir, à travers les médersas, des relations plus conflictuelles, de concurrence, vis-à-vis de l'école formelle. Partout, les statuts et rôles assignés au sexe féminin au sein des sociétés concernées sont mis en avant comme facteur majeur de la sous-scolarisation des filles. Partout, également, la pauvreté, le manque de ressources financières pèsent sur la mise à l'école et favorisent les abandons scolaires ; mais si un choix doit être fait entre plusieurs enfants, les filles sont généralement désavantagées.

Il convient de souligner l'attitude plus favorable des femmes chefs de ménage (par rapport à celle des hommes) en matière de scolarisation, notamment à l'égard des filles, observée dans nombre de pays. L'analyse doit être poursuivie, et de manière plus approfondie : d'une part, le comportement de ces femmes apparaît parfois ambivalent (par exemple en ville, à l'encontre des jeunes filles accueillies pour « aider » et non pour aller à l'école) ; d'autre part, l'état de femme chef de ménage renvoie à des réalités familiales et économiques très diverses qui doivent être distinguées.

La synthèse de toutes ces études dévoile aussi un certain nombre de limites, de manques. Il convient tout d'abord de rappeler qu'au total peu d'études ont encore été réalisées sur la demande d'éducation.

Les travaux référencés sont récents, menés essentiellement depuis les années 1980 (surtout 1990), et portent pour la plupart sur la question de la scolarisation des filles. Tout en reconnaissant l'acuité de ce problème, la demande d'éducation ne se réduit pas au seul cas des filles, elle doit être abordée de manière plus globale, plus systémique ; et il faut rappeler que garçons et filles ne constituent pas des populations indépendantes face à la scolarisation.

Si nombre d'études prennent avec raison « la famille » (prise dans un sens générique) comme cadre d'analyse de la demande d'éducation, cette démarche amène à poser plusieurs questions. On peut ainsi se demander si le « ménage » est toujours le cadre sociologique d'analyse adéquat : les personnes qui décident et/ou assurent financièrement la scolarisation des enfants ne résident pas forcément dans le même ménage que ceux-ci ; en raison de la nature fréquemment étendue des ménages en Afrique (due notamment au phénomène du confiage des enfants), le chef de ménage n'est pas forcément le « décideur » et le « payeur » de la mise à l'école des enfants qui ne sont pas les siens mais qui résident avec lui. Comment alors prendre en compte et articuler les différents acteurs familiaux intervenant dans le processus de décision et le déroulement de la scolarisation ?

La prise en compte du cadre familial ne suffit pas. Or, très peu d'études intègrent dans leur analyse des informations de type contextuel, à commencer par celles relatives à la disponibilité de l'offre scolaire (en termes d'existence de structures et de conditions d'accès) ; devrait aussi être considérée l'influence des données communautaires, aux niveaux méso et macro, en matière économique et politique.

Dans le prolongement de cette remarque, l'étude de la demande d'éducation rencontre deux autres difficultés. Peu d'études prennent en compte le caractère dynamique ou temporel du processus de scolarisation au sein des familles : à savoir que la mise à l'école des différents enfants s'étale dans le temps, et renvoie donc à des contextes familiaux, économiques et politiques qui peuvent sensiblement différer. Par exemple, au cours du temps et pour une même famille, l'offre scolaire et les ressources financières sont susceptibles de varier, modifiant ainsi les conditions de scolarisation ; par ailleurs, le passé scolaire et le devenir professionnel des aînés peut influencer sur la scolarisation des plus jeunes, tant à travers leur capacité éventuelle à « supporter » la mise à l'école de leurs cadets, qu'en influant sur les représentations parentales de l'école en fonction du rôle effectif de la scolarisation dans leur vie.

Par ailleurs, les méthodologies adoptées permettent rarement de déterminer le poids relatif réel des différents facteurs influant sur les pratiques de scolarisation. Prédominantes, les approches qualitatives menées à partir d'entretiens, de *focus groups* auprès des catégories d'acteurs concernés (élèves, parents, enseignants, autorités), posent souvent le problème de la représentativité statistique des résultats, notamment à l'échelle nationale. Les approches quantitatives demeurent rares, et souvent prisonnières de la transversalité des données recueillies.

De quelques perspectives de recherche

A la lumière des résultats déjà obtenus et des limites soulignées ci-dessus, quelques perspectives de recherche peuvent être dégagées, en vue d'une meilleure connaissance de la demande d'éducation en Afrique.

La demande d'éducation étant fondamentalement multidimensionnelle, son étude ne peut être que pluridisciplinaire ; chaque discipline apportant sa spécificité. Les approches quantitatives sont les seules à même de fournir des éclairages statistiques rigoureux, les plus adéquates pour tester des hypothèses (susceptibles d'être soumises à la mesure). Les approches qualitatives sont en revanche les plus adaptées pour aborder les questions relatives notamment aux processus de décision en matière de scolarisation, aux représentations et aux attentes vis-à-vis de l'école, etc. Un défi aux sciences sociales en ce domaine réside dans la capacité à articuler ces deux types d'approches, quantitatives et qualitatives. A chaque discipline, aussi, de développer ses outils propres, ses méthodes de collecte et d'analyse.

La sociologie a jeté les bases de ses recherches à venir. En effet, ayant mis en lumière, au niveau macro, l'existence de processus dynamiques de scolarisation et, au niveau micro, celle de stratégies et de logiques sociales de scolarisation, deux tâches lui incombent : d'une part, étendre ces études à de nouveaux espaces sociaux, économiques et politiques de manière à élaborer des comparaisons avec les résultats acquis ici et là. Cela demanderait notamment l'extension des études qui examinent les stratégies de scolarisation à la lumière des structures sociales. Il conviendrait d'autre part d'articuler, d'un point de vue méthodologique et analytique, les résultats obtenus aux différents niveaux, micro et macro. En l'occurrence : quelle peut être l'incidence des logiques sociales, particulières, de scolarisation, sur les processus mis en lumière à l'échelle des Etats ? De même, en quoi les politiques nationales d'éducation et les instances publiques (et non seulement l'offre scolaire telle qu'elle est généralement entendue) modulent-elles ces logiques locales et, en particulier, des phénomènes comme celui de l'appropriation de l'école par les sociétés ? Pour en revenir à l'une des questions fondamentales : quelles sont les articulations, dans le domaine de l'éducation, entre espace(s) scolaire(s) et champ social, entre Etat et sociétés civiles, enfin entre espaces de savoirs et de pouvoirs ? L'analyse de l'impact de l'éducation sur le changement social ne peut faire l'économie de ces questions.

L'économie doit à la fois approfondir ses approches modélisatrices et s'ouvrir davantage à la démarche de l'anthropologie économique. Il revient aux économistes de développer l'application des « modèles dynamiques » au domaine de l'éducation. L'apport de l'analyse économétrique pourrait être aussi précieux pour aider à la compréhension des relations entre école, travail et confiage (des enfants), notamment à partir d'une approche en

termes d'allocation de temps et de ressources. Par ailleurs, une approche recourant à l'anthropologie économique permettrait, au niveau micro (enfants, familles), de mieux prendre en compte des éléments qui échappent aux modèles. Il conviendrait notamment, sur le plan économique, de mettre en lumière la part respective de la contrainte financière (incapacité réelle à financer la scolarité des enfants) d'une part, du mode de gestion des ressources (choix opérés pour leur affectation) d'autre part.

Il appartient aux démographes de mieux préciser leurs approches, de savoir valoriser les sources de données démographiques, d'approfondir les apports de leurs analyses statistiques. Tels sont les objectifs du Réseau de l'UEPA « Famille et scolarisation ». Deux axes de recherche, complémentaires, se dégagent. D'un côté, il s'agit de multiplier les exploitations secondaires de sources de données existantes (recensements, enquêtes démographiques) ; la publication du « guide d'exploitation et d'analyse des données de recensement et d'enquête en matière de scolarisation » (déjà mentionnée dans l'introduction) va dans ce sens. D'un autre côté, la réalisation d'enquêtes spécifiques apparaît nécessaire ; à ce propos, le recueil de biographies scolaires, à l'échelle individuelle et familiale, s'avérerait très précieux¹

Si l'on reconnaît que le fait scolaire est un fait social total, il convient alors de développer des approches plus systémiques et dynamiques de la demande d'éducation : à la fois au niveau de la famille (prise dans son sens générique), et à un niveau plus global, à travers la prise en compte des paramètres de l'offre scolaire (du système éducatif dans son ensemble) et du contexte socio-économique, culturel, religieux, démographique et politique.

Au niveau thématique, le triptyque école-travail-confiage (des enfants) constitue assurément un élément clé des processus de scolarisation en Afrique, dont il conviendrait de mieux connaître les logiques et les mécanismes à l'œuvre. Cela apparaît d'autant plus important que sur fond de crise économique, le confiage d'enfants, surtout en direction des villes, est souvent plus proche du transfert de main-d'œuvre (allant parfois jusqu'à l'exploitation) que d'une pratique de socialisation et/ou de scolarisation.

Parce que, dans nombre de pays d'Afrique, la majorité des enfants en âge scolaire légal n'ont jamais été ou ne sont plus à l'école, l'étude de la demande d'éducation doit aussi porter sur la « non-scolarisation » : en s'intéressant aux enfants « déscolarisés » et aux enfants « jamais scolarisés ». Mieux appréhender leurs caractéristiques constitue une autre manière d'aborder la question de la demande.

La scolarisation des filles, toujours autant problématique dans la plupart des pays, mérite évidemment une attention renouvelée. Aussi s'avère-t-il indispensable de procéder de manière plus rigoureuse aux comparaisons entre garçons et filles ; lesquels nous l'avons vu ne constituent

pas des populations indépendantes. Des questions d'ordre méthodologique restent en suspens.

Des différences de scolarisation entre garçons et filles aux différences de pratiques scolaires entre hommes et femmes se trouve ainsi posée la problématique de la scolarisation sous l'angle du genre, des rapports entre sexes. C'est là une question fondamentale, qui dépasse le seul cadre éducatif, et touche au cœur du fonctionnement des sociétés.

Enfin, il apparaît essentiel de promouvoir les analyses comparatives, de confronter des résultats issus de contextes politiques, économiques, démographiques, culturels et scolaires différents ; condition nécessaire pour distinguer le spécifique du général, le conjoncturel du structurel.

Ces quelques perspectives ou pistes de recherche n'ont certes pas la prétention d'épuiser le sujet, mais néanmoins de contribuer au développement de la recherche sur la (les) demande(s) d'éducation qui, au-delà du seul champ éducatif, figure(nt) aujourd'hui parmi les clés majeures de l'évolution des sociétés, africaines notamment.

Note

¹ Signalons la réalisation sur 1999-2000 d'une enquête nationale au Mali, sur « la dynamique familiale et l'éducation des enfants », qui recourt précisément à la méthodologie des biographies ; enquête menée par le CERPOD en collaboration avec l'Université de Montréal.

RESEAUX THEMATIQUES DE RECHERCHE DE L'UEPA
UAPS THEMATIC RESEARCH NETWORKS

Numéro 1 janvier 2001/ Number 1, January 2001



Network on Family and Schooling in Africa
Réseau sur la famille et la scolarisation en Afrique

LA DEMANDE D'EDUCATION EN AFRIQUE
ETAT DES CONNAISSANCES ET PERSPECTIVES
DE RECHERCHE

Sous la Direction de

Marc PILON et Yacouba YARO

UEPA
Union pour l'Étude de
la Population Africaine



UAPS
Union for African
Population Studies

Sommaire

Avant-propos	1
Alice Kouadio	
Introduction	5
Marc Pilon, Etienne Gérard, Yacouba Yaro	
Première partie: considérations générales	
Chapitre 1 : Revue générale de la littérature sur la demande d'éducation	19
Jean-François Kobiane	
Chapitre 2 : Introduction à l'approche économique de la demande d'éducation	49
David Shapiro, Antoine Bommier	
Chapitre 3 : La demande d'éducation en Afrique : approches sociologiques	63
Etienne Gérard	
Deuxième partie : L'état des connaissances dans les pays	
Chapitre 4 : Le Bénin	83
Julien K. Gaye Guignido, Martin Laorou, Kokou Zounon	
Chapitre 5 : Le Burkina Faso	99
Idrissa Kaboré, Jean-François Kobiané, Marc Pilon, Fernand Sanou, Salimata Sanou	
Chapitre 6 : Le Cameroun	117
Jean Wakam, Bakwate Banza Nsungu	
Chapitre 7 : La Côte-d'Ivoire	135
Alice Kouadio, Joseph Mouanda	
Chapitre 8 : Le Mali	151
Sékou Diarra, Yorodian Diakité, Mamadou Konaté, Marie-France Lange	
Chapitre 9 : Le Niger	171
Ali Daouda, Abdoul Aziz Issa Daouda, Hamsatou Souley	
Chapitre 10 : Le Congo démocratique	185
Sekimonyo wa Magango, Ngondo a Pitshandenge	
Chapitre 11 : Le Togo	199
Raymond Kouwonou	
Conclusion : Enseignements et perspectives de recherche	213
Marc Pilon, Etienne Gérard, Yacouba Yaro	
Annexes	
Liste des auteurs.....	220